

Texte en vigueur

Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Texte des propositions de loi n° 128 rectifié et n° 208

Propositions de loi n° 128 rectifié et n° 208 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Conclusions de la commission

Article 1^{er}

Dans l'ensemble de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger, les mots : « Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « Assemblée des Français de l'étranger ».

I. — Dans son intitulé et ses articles, la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger est ainsi modifiée :

1° Les mots : « Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « Assemblée des Français de l'étranger » ;

2° Les mots : « du conseil » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée » ;

3° Les mots : « au conseil » sont remplacés par les mots : « à l'assemblée » ;

4° Les mots : « le Conseil supérieur » sont remplacés par les mots : « l'assemblée ».

II. — Il est procédé aux mêmes modifications dans l'ensemble des dispositions législatives en vigueur relatives au Conseil supérieur des Français de l'étranger.

Article 1^{er}

Article 2

Article 2

« Art. 1^{er}. — Le Conseil supérieur des Français de l'étranger est composé de membres élus pour six ans au suffrage universel direct par les Français établis hors de France.

« Il est renouvelable par moitié tous les trois ans. A cet effet, les membres élus du Conseil sont répartis en deux séries A et B, d'importance approximativement égale, suivant le tableau n° 1 annexé à la présente loi.

« En outre, siègent au conseil, sauf pour l'application des dispositions relatives à l'élection des sénateurs :

Les alinéas 3 à 6 de l'article 1^{er} modifié de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 susvisée sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les Sénateurs représentant les Français établis hors de France siègent à l'Assemblée en tant que membres de

Les quatre derniers alinéas de l'article 1^{er} de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 précitée sont remplacés par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les sénateurs... ..France sont membres de droit de l'Assemblée des Français de

« 1° Les sénateurs représentant les Français établis hors de France ;

« 2° Des personnalités au nombre de vingt, désignées pour six ans par le ministre des affaires étrangères en raison de leurs compétences dans les questions concernant les intérêts généraux de la France à l'étranger et renouvelables par moitié tous les trois ans ;

« 3° Un représentant des Français établis dans la principauté d'Andorre, désigné en leur sein pour six ans par le ministre des affaires étrangères.

.....

« Art. 2 bis. — Chaque liste électorale est établie et révisée par une commission administrative siégeant au poste diplomatique ou consulaire et composée d'un agent diplomatique ou consulaire désigné par le chef de la mission diplomatique dans l'Etat concerné et de deux personnes qui, ainsi que leurs remplaçants éventuels, sont désignés par le Conseil supérieur des Français de l'étranger ou par son bureau permanent s'il y a lieu à désignation dans l'intervalle des sessions du conseil. Les deux remplaçants éventuels suppléent, dans l'ordre de leur désignation, l'un ou l'autre des titulaires en cas de décès ou d'empêchement.

.....

Code du service national

« Art. L. 114-13. — Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat. En ce qui concerne les Français établis hors de France, ces modalités sont prises après avis du Conseil supérieur des Français à l'étranger ou de son bureau permanent dans l'intervalle des sessions

droit, sauf pour l'élection des Sénateurs.

« En outre, participent aux travaux de l'Assemblée avec voix consultative, des personnalités qualifiées en raison de leurs compétences dans les questions concernant les intérêts généraux de la France et des Français de l'étranger. La durée de leurs fonctions est de six ans. Les personnalités qualifiées sont renouvelables par moitié tous les trois ans. Après chaque renouvellement de l'Assemblée, le Ministre des Affaires étrangères, arrête, sur proposition de l'Assemblée des Français de l'étranger, la liste des fonctions dont les titulaires participeront aux travaux de l'Assemblée en cette qualité, et pour autant qu'ils la conservent, jusqu'au prochain renouvellement. Le nombre des personnalités qualifiées ne peut excéder douze. Aucune d'entre elles ne peut se présenter à une élection à l'Assemblée des Français de l'étranger pendant les six mois qui suivent la date d'expiration de ses fonctions. »

l'étranger. Ils ne participent pas à l'élection des sénateurs.

« Douze personnalités qualifiées en raison de leurs compétences dans les questions concernant les intérêts généraux de la France à l'étranger et des Français établis hors de France mais ne remplissant pas les conditions fixées par l'article 4 siègent à l'Assemblée des Français de l'étranger avec voix consultative. Elles sont nommées pour six ans et renouvelées par moitié tous les trois ans, lors de chaque renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger, par le ministre des affaires étrangères. »

Article 3

Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 2 bis de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 précitée et dans la seconde phrase de l'article L. 114-13 du code du service national, le mot : « permanent » est supprimé.

du conseil. »

Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

TABLEAU N° 1 ANNEXÉ À L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI N° 82-471 DU 7 JUIN 1982

Répartition des sièges de membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger entre les séries :

| Série A | Série B |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Circonscriptions électorales : | Circonscriptions électorales : |
| - d'Amérique 30 | - d'Europe 52 |
| - d'Afrique 47 | - d'Asie et du Levant 21 |
| Total 77 | Total 73 |

TABLEAU N° 2 ANNEXÉ À L'ARTICLE 3 DE LA LOI N° 82-471 DU 7 JUIN 1982

Délimitation des circonscriptions électorales et du nombre de sièges à pourvoir dans chacune d'elles pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger :

| Circonscriptions électorales | Nombre de sièges |
|------------------------------|------------------|
| <i>Amérique</i> | |
| Canada : | |
| - première circonscription : | |

Article 3

Les annexes de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger sont modifiées comme suit :

TABLEAU N° 1 ANNEXÉ À L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI N° 82-471 DU 7 JUIN 1982

Répartition des sièges de membres élus de l'Assemblée des Français de l'étranger entre les séries :

| Série A | Série B |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Circonscriptions électorales : | Circonscriptions électorales : |
| - d'Amérique 32 | - d'Europe 52 |
| - d'Afrique 47 | - d'Asie et Levant 24 |
| Total 79 | Total 76 |

TABLEAU N° 2 ANNEXÉ À L'ARTICLE 3 DE LA LOI N° 82-471 DU 7 JUIN 1982

Délimitation des circonscriptions électorales et du nombre de sièges à pourvoir dans chacune d'elles pour l'élection des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger :

| Circonscriptions | Nombre de sièges |
|----------------------------|------------------|
| <i>Amérique</i> | |
| Canada : | |
| première circonscription : | |

Article 4

Les annexes de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 précitée sont ainsi rédigées :

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

| Série A | Série B |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Circonscriptions électorales : | Circonscriptions électorales : |
| - d'Amérique 32 | - d'Europe 52 |
| - d'Afrique 47 | - d'Asie et du Levant 24 |
| Total 79 | Total 76 |

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

| Circonscriptions | Nombre |
|------------------|--------|
| <i>Amérique</i> | |
| Canada : | |
| - première | |

| | | | | | |
|---|---|--|---|---|---|
| Edmonton, Ottawa, Vancouver et Toronto | | <i>Toronto</i> | | <i>Toronto, Vancouver</i> | |
| - deuxième circonscription : circonscriptions consulaires de Montréal, Québec, Moncton et Halifax | 5 | deuxième circonscription : circonscriptions consulaires de Montréal, Québec, <i>Moncton et Halifax</i> | 5 | - seconde circonscription : circonscriptions consulaires de <i>Moncton et Halifax, Montréal, Québec</i> | 5 |
| Etats-Unis : | | Etats-Unis : | | Etats-Unis : | |
| - première circonscription : circonscriptions consulaires de New York, Chicago, Boston, Atlanta, Washington, Miami, Nouvelle- Orléans et Houston | 6 | première circonscription : circonscriptions consulaires de Atlanta, Boston, Miami, New York et Washington | 5 | - première circonscription : circonscriptions consulaires d'Atlanta, Boston, Miami, New York, Washington | 5 |
| - deuxième circonscription : circonscriptions consulaires de San Francisco, Los Angeles et Honolulu | 3 | deuxième circonscription : <i>circonscriptions consulaires de Chicago</i> | 1 | - deuxième circonscription : <i>circonscription consulaire de Chicago</i> | 1 |
| | | troisième circonscription : circonscriptions consulaires de Houston, Nouvelle-Orléans | 1 | - troisième circonscription : circonscriptions consulaires de Houston, <i>La Nouvelle-Orléans</i> | 1 |
| | | quatrième circonscription : circonscriptions consulaires de Los Angeles, San Francisco | 4 | - quatrième circonscription : circonscriptions consulaires de Los Angeles, San Francisco | 4 |
| Brésil, Guyana, République du Surinam | 3 | Brésil, Guyana, <i>République du Surinam</i> | 3 | Brésil, Guyana, <i>Suriname</i> | 3 |
| Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay | 3 | Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay | 3 | Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay | 3 |
| Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela | 3 | Bolivie, Colombie, <i>Équateur, Pérou, Venezuela</i> | 3 | Bolivie, Colombie, <i>Equateur, Pérou, Venezuela</i> | 3 |
| Mexique, Costa-Rica, Belize, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama | 3 | Mexique, <i>Costa-Rica, Belize, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama</i> | 3 | <i>Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Salvador</i> | 3 |
| Bahamas, Barbade, Jamaïque, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, Porto Rico, Cuba, Haïti, République dominicaine, Trinité-et- Tobago | 1 | Bahamas, Barbade, Jamaïque, <i>Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadine, Porto Rico, Cuba, Haïti, République dominicaine, Trinité et Tobago</i> | 1 | <i>Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, République dominicaine, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint- Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint- Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et- Tobago</i> | 1 |
| Europe | | | | | |

| | | | | | |
|--|---|---|---|--|---|
| Allemagne : | | Europe | | <i>Tobago</i> | |
| - première circonscription : circonscriptions consulaires de Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Trèves, Mayence et Sarrebruck | 6 | Allemagne : | | | |
| - deuxième circonscription : circonscriptions consulaires de Baden-Baden, Fribourg, Stuttgart et Munich | 7 | première circonscription : circonscriptions consulaires de Berlin, Bonn, Düsseldorf, Francfort, Hambourg | 4 | | |
| - troisième circonscription : circonscriptions consulaires de Berlin et Leipzig | 1 | <i>deuxième</i> circonscription : circonscriptions consulaires de Munich, Sarrebruck, Stuttgart | 6 | Europe | |
| Belgique | 6 | <i>Principauté d'Andorre</i> | 1 | Allemagne : | |
| Luxembourg | 1 | Belgique | 6 | - première circonscription : circonscriptions consulaires de Berlin, Bonn, Düsseldorf, Francfort, Hambourg | 4 |
| Pays-Bas | 1 | Luxembourg | 1 | - <i>seconde</i> circonscription : circonscriptions consulaires de Munich, Sarrebruck, Stuttgart | 6 |
| Liechtenstein, Suisse | 6 | Pays-Bas | 1 | | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Irlande | 5 | Liechtenstein, Suisse | 6 | Andorre | 1 |
| Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède | 2 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 6 | Belgique | 6 |
| Portugal | 1 | Irlande | 1 | Luxembourg | 1 |
| Espagne | 5 | Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède | 2 | Pays-Bas | 1 |
| Italie, Saint-Marin et Malte | 3 | Portugal | 1 | Liechtenstein, Suisse | 6 |
| Principauté de Monaco | 2 | Espagne | 5 | Royaume-Uni | 6 |
| Chypre, Grèce, Turquie | 3 | Italie, <i>San Marin et Malte</i> | 4 | Irlande | 1 |
| Autriche, Hongrie, Yougoslavie, Croatie, Slovénie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Pologne, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizie, | | <i>Principauté de Monaco</i> | 1 | Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède | 2 |
| | | Chypre, Grèce, Turquie | 3 | Portugal | 1 |
| | | <i>Autriche :</i> | | Espagne | 5 |
| | | <i>première circonscription : circonscriptions consulaires de Albanie, Autriche, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Macédoine, Pologne, Rép.</i> | | Italie, <i>Malte, Saint-Marin, Saint-Siège</i> | 4 |
| | | | | Monaco | 1 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|--|---|
| Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine | 3 | <i>féd. de Serbie-Montenegro, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie</i> | 3 | Chypre, Grèce, Turquie | 3 |
| Asie et Levant | | <i>deuxième circonscription : circonscriptions consulaires de Arménie, Azerbaï djan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizie, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine</i> | | Albanie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Pologne, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, République tchèque | 3 |
| Israël | 3 | Asie et Levant | | Arménie, Azerbaï djan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine | 1 |
| Arabie Saoudite, Bahreï n, Émirats arabes unis, Koweï t, Oman, Qatar, République du Yémen | 3 | Israël | 4 | | 1 |
| Irak, Jordanie, Liban, Syrie | 3 | Arabie Saoudite, Bahreï n, Émirats Arabes Unis, Koweï t, Oman, Qatar, République du Yémen | 3 | Asie et Levant | |
| Circonscription consulaire de Pondichéry | 2 | Irak, Jordanie, Liban, Syrie | 3 | Israël | 4 |
| Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, îles Maldives, Inde (sauf circonscription consulaire de Pondichéry), Iran, Népal, Pakistan, Sri Lanka | 2 | Circonscription consulaire de Pondichéry | 2 | Arabie Saoudite, Bahreï n, Emirats arabes unis, Koweï t, Oman, Qatar, Yémen | 3 |
| Chine, Corée, Hong-Kong, Japon, Mongolie | 3 | Afghanistan, Bangladesh, Iles Maldives, Inde (sauf circonscription consulaire de Pondichéry), Iran, Népal, Pakistan, Sri Lanka | 2 | Irak, Jordanie, Liban, Syrie | 3 |
| Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaï lande, Viêt-Nam | 2 | Chine, Corée, Hong Kong, Japon, Mongolie | 4 | Circonscription consulaire de Pondichéry | 2 |
| | | Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaï lande, Viêt-Nam | 3 | Afghanistan, Bangladesh, Inde (sauf circonscription consulaire de Pondichéry), Iran, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka | 2 |
| | | | | Chine, Corée du Sud, Japon, Mongolie | 4 |
| Australie, îles Fidji, îles Salomon, îles Tuvalu, Nauru, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa occidentales, Tonga, Vanuatu, Kiribati, îles Marshall, Etats fédérés de Micronésie, îles Cook | 3 | Australie, Iles Fidji, Iles Salomon, Iles Tuvalu, Nauru, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa occidentales, Tonga, Vanuatu, Kiribati, Iles Marshall, Etats fédérés de Micronésie, Iles Cook | 3 | Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Palaos, Philippines, Singapour, Thaï lande, Timor oriental, Viêt Nam | 3 |

| | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|--|---|----------------|--|
| | | Afrique | | | | Afrique | |
| Afrique | | Algérie | 4 | Australie, Fidji, Kiribati, Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | 3 | | |
| Algérie | 4 | Maroc | 5 | | | | |
| Maroc | 5 | Tunisie, Libye | 3 | | | | |
| Tunisie, Libye | 3 | Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe | 1 | | | | |
| Afrique du Sud | 1 | Comores, Madagascar, Iles Maurice, Iles Seychelles | 4 | Afrique | | | |
| Comores, Madagascar, île Maurice, îles Seychelles | 4 | Egypte, Soudan | 2 | Algérie | 4 | | |
| Egypte, Ethiopie, Soudan | 2 | République de Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Somalie | 2 | Maroc | 5 | | |
| République de Djibouti et Somalie | 2 | Kenya, Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie | 2 | Libye, Tunisie | 3 | | |
| Kenya, Angola, Lesotho, Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe | 2 | Cameroun, République centrafricaine, Tchad | 4 | Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe | 1 | | |
| Cameroun, Tchad, République centrafricaine, Guinée équatoriale | 4 | Sénégal, Guinée-Conakry, Sierra Leone, Cap-vert, Gambie, Guinée Bissau | 4 | Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles | 4 | | |
| Sénégal, Guinée-Conakry, Sierra Leone, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau | 4 | Mauritanie | 1 | Egypte, Soudan | 2 | | |
| Mauritanie | 1 | Burkina, Niger, Mali | 3 | Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Somalie | 2 | | |
| Burkina, Niger, Mali | 3 | Côte d'Ivoire, Liberia | 4 | Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie | 2 | | |
| Côte-d'Ivoire, Liberia | 4 | Togo, Bénin, Ghana, Nigeria | 2 | Cameroun, République centrafricaine, Tchad | 4 | | |
| Togo, Bénin, Ghana, Nigeria | 2 | Gabon, Guinée équatoriale, Sao Tome et Principe | 3 | Cap-vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Sierra Leone | 4 | | |
| Gabon, Sao Tomé-et-Principe | 3 | Angola, Congo, Zaï re | 3 | Mauritanie | 1 | | |
| Congo, Zaï re, Rwanda et Burundi | 3 | Total | 155 | Burkina, Mali, Niger | 3 | | |
| Total | 150 | | | Côte d'Ivoire, Liberia | 4 | | |
| | | | | Bénin, Ghana, Nigeria, Togo | 2 | | |
| | | | | Gabon, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe | 3 | | |

| | |
|---|------------|
| <i>Principe</i> | |
| Angola, Congo, <i>République démocratique du Congo</i> | 3 |
| Total | 155 |

Article 5

Avant l'article 4 bis de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 précitée, il est inséré un article 4 bis A ainsi rédigé :

« Art. 4 bis A .— Une déclaration de candidature est obligatoire pour chaque candidat ou liste de candidats.

« Le chef de la mission diplomatique située au chef-lieu de la circonscription électorale donne au déposant un récépissé provisoire de déclaration. Il lui délivre un récépissé définitif dans les quatre jours du dépôt de la déclaration de candidature si celle-ci est conforme aux dispositions en vigueur. Le refus d'enregistrement de la déclaration de candidature est motivé.

« Le candidat ou son mandataire ou, dans les circonscriptions où l'élection a lieu au scrutin de liste à la représentation proportionnelle, le candidat placé en tête de liste ou son mandataire dispose d'un délai de quarante-huit heures pour contester le refus d'enregistrement de la déclaration de candidature devant le tribunal administratif de Paris qui statue dans les trois jours.

« Lorsque le refus d'enregistrement est motivé par l'inobservation des dispositions relatives aux conditions d'éligibilité ou d'inéligibilité ou à l'interdiction des cumuls de candidatures, la liste dispose de quarante-huit heures pour se compléter à compter de ce refus ou de la décision du tribunal administratif confirmant le refus.

« La décision du tribunal administratif ne peut être contestée qu'à l'occasion d'un recours contre

l'élection.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article. »

Article 4

Ces dispositions s'appliquent selon les modalités définies par décret.

Article 6

Les dispositions des articles 2 et 4 de la présente loi s'appliquent à compter des renouvellements triennaux de l'Assemblée des Français de l'étranger de 2006 et de 2009.